

Les Marseillais musulmans

conclusions et recommandations

Ce rapport fait partie d'une série de rapports de suivi intitulée *Muslims in EU Cities* (Les musulmans dans les villes européennes) et ayant pour objet d'étude 11 villes de l'Union européenne abritant une importante population musulmane.

Afin d'aller plus dans le détail, chaque rapport se centre sur les quartiers ou districts suivants pour chacune des villes considérées : Slotervaart, Amsterdam ; Borgerhout, Anvers ; Kreuzberg, Berlin ; Nørrebro, Copenhague ; Hambourg-Mitte, Hambourg ; Evington, Spinney Hills, Stonegate, Leicester ; 3^e arrondissement de Marseille ; 18^e arrondissement de Paris ; Feijenoord, Rotterdam ; Järnafältet, Stockholm ; et le district londonien de Waltham Forest.

Ces rapports répondent aux tendances majeures que l'on peut observer à propos des musulmans vivant en Europe. Qu'ils soient citoyens ou immigrés, nés dans le pays ou nouvellement arrivés, les musulmans constituent une population diversifiée et en pleine croissance, qui place l'Europe face à un défi majeur de politique publique, à savoir : comment garantir à tous l'égalité des droits et des chances dans un contexte de croissance rapide de la diversité.

Contexte

- Marseille est la deuxième ville de France et comptait 839 000 habitants en 2006. Les recherches suggèrent qu'entre 30 % et un tiers de la population est d'origine musulmane.
- Des statistiques datant de 1999 montrent que 13,8 % des habitants du 3^e arrondissement de Marseille – arrondissement sur lequel nous avons basé nos recherches – sont étrangers, contre 7,6 % pour Marseille en général. Les habitants du 3^e arrondissement sont généralement moins aisés et moins instruits que la moyenne de Marseille.
- Ce rapport s'appuie sur une enquête raisonnablement représentative menée auprès de 100 musulmans et d'un groupe de comparaison composé de 100 non-musulmans, ainsi qu'auprès de six groupes de consultation formés de musulmans. Elle repose également sur de nombreux entretiens menés auprès de membres du gouvernement local de Marseille, d'autres institutions et associations, et de membres de communautés musulmanes.

Principales conclusions pour chaque thème envisagé

« Je pense que les gens se sentent plus marseillais que français. Quand on va au Stade Vélodrome, on voit des Chinois, des Arabes, de tout. C'est ça Marseille. »
– Participant du groupe de consultation

Identité et appartenance

- La majorité des musulmans et non-musulmans du 3^e arrondissement indiquent aimer habiter dans leur quartier (67 et 86 % respectivement). Les musulmans sont plus nombreux (32 %) à dire ne pas aimer leur quartier d'habitation que les non-musulmans (14 %). Plus d'un quart des personnes interrogées dans les deux groupes affirment ne pas aimer la vétusté du quartier et le manque de sécurité.
- Parmi les musulmans, 55 % ont indiqué avoir le sentiment de faire partie de Marseille, tandis que près de 70 % de non-musulmans ont exprimé leur sentiment d'appartenance à la ville.
- Une faible majorité de l'échantillon de musulmans (58 %) se considèrent français, mais 42 pour cent ne se considèrent pas français. Au sein des sous-ensembles nationaux musulmans, les musulmans détenant la nationalité française (41 pour cent) sont ceux qui expriment le plus fort sentiment d'appartenance à la France. On constate une forte tendance parmi les maghrébins d'origine à penser que les autres ne les considèrent pas comme Français (82 %).
- Pour plus de 60 % des musulmans et non-musulmans, la famille constitue l'aspect qui les définit le mieux ; vient ensuite la religion pour les musulmans et la profession pour les non-musulmans. Les individus ne sont, pour la plupart, pas divisés par leurs valeurs : 66 % des deux groupes sont d'avis que les résidents de leur quartier partagent les mêmes valeurs.

- Plus de 40 % des musulmans et non-musulmans interrogés s'accordent sur le fait que les préjugés raciaux sont fréquents et répandus.
- Les musulmans et non-musulmans s'accordent généralement sur la définition des groupes victimes de préjugés raciaux, 65 % des répondants des deux groupes citant d'abord les Arabes, puis les Noirs (55 %), les musulmans (38 %), les européens de l'Est et les Juifs (14 % chacun).
- Les musulmans expriment leur adhésion au principe de laïcité, un principe établi de longue date en France, qui garantit la neutralité de l'Etat à l'égard de toutes les religions et protège la liberté de croyance. Mais nombreux sont ceux qui doutent que la laïcité soit mise en œuvre équitablement.

Education

« L'école m'a apporté des méthodes de travail, des ressources de compréhension, des approches me permettant de comprendre les choses, mais du point de vue de la citoyenneté : zéro. J'ai le sentiment que l'école m'a plus exclu de la communauté française qu'elle ne m'en a rapproché. »

– Participant du groupe de consultation

- Les recherches menées dans le cadre de ce rapport conduisent à penser que l'environnement scolaire des écoles du district Nord de Marseille contraste fortement avec celui des écoles du district Sud, et qu'il contribue aux mauvais résultats généralement enregistrés dans les écoles du district Nord de la ville accueillant une importante population musulmane.
- En 2008, 62 % des élèves des districts Nord et 83 % des élèves des districts Sud ont réussi le diplôme national du Brevet. Et dans les districts Nord, 65 % des candidats ont obtenu le diplôme du baccalauréat général, contre 89 % des candidats des districts Sud.
- Il est rare que des remarques ou comportements racistes patents soient attribués aux enseignants. Toutefois, les enquêtés indiquent fréquemment avoir l'impression que l'école ne leur donne généralement pas le sentiment d'appartenir à une communauté de citoyens français, ce qui est censé être un objectif majeur dans l'école française.
- Les ambitions scolaires des enfants de milieux immigrés sont élevées. Néanmoins, certains interviewés déclarent avoir l'impression que certains enseignants n'affichent que de faibles attentes à leur égard, leur origine immigrée et musulmane conduisant à un faible niveau d'instruction et d'ambition.
- Des mesures positives visant l'amélioration des résultats scolaires et la qualité des écoles des districts Nord sont mises en œuvre par l'Etat à Marseille. Nous constatons également une augmentation du nombre d'enseignants d'origine musulmane, mais il est encore trop tôt pour connaître la réussite et l'impact de ces politiques.

Emploi

« Noël et Pâques sont des jours fériés, mais pas l'Aïd ou la fin du jeûne [du Ramadan]. A chaque fois, il nous faut expliquer aux gens qu'ils doivent prendre un jour de congé, car ces jours ne sont pas considérés comme fériés sur notre calendrier. Dans les entreprises privées, si vous voulez un jour de congé [payé], il faut le demander. Et vous obtenez alors un oui ou un non. Il appartient au directeur de décider. S'il ne veut pas vous le

donner, c'est tant pis. »

– Entretien avec un syndicaliste

- D'après une enquête menée en 2007 sur le lieu de travail dans six villes de France, dont Marseille, seuls 11 % des employeurs ont traité les candidats issus des minorités de la même façon que les candidats de la majorité ; 70 % ont favorisé les candidats issus de la population majoritaire et 19 % ont favorisé ceux issus de populations minoritaires. Ces preuves indéniables de discrimination semblent conforter les perceptions de discrimination décrites par les musulmans à Marseille, les jeunes maghrébins se sentant particulièrement touchés par le problème.
- Les efforts déployés pour lutter contre la discrimination raciale et religieuse sont limités. Les financements publics pour l'aide à l'intégration sur le marché du travail ne semblent pas directement combattre la discrimination en tant qu'obstacle à l'emploi. Par conséquent, peu d'actions sont entreprises pour prévenir la discrimination ethnique et religieuse.
- Sur six villes françaises, Marseille enregistre le taux de chômage le plus élevé parmi les 20-24 ans d'origine non européenne (58 %, devant Lille, 42 %).
- En France, la jurisprudence sur le port de signes religieux islamiques au travail demeure ambiguë. La discrimination pratiquée par les employeurs vis à vis du port de symboles religieux est généralement perçue comme un fait que les candidats doivent accepter, même si la loi garantit le droit à tous d'exprimer librement sa croyance religieuse (dans les limites de l'ordre public).

Logement

« Une grande majorité de familles qui y ont recours (au droit au logement opposable) sont d'origine immigrée et leurs requêtes font notamment suite à des délais d'attente excessifs pour accéder à un logement. »

– Entretien avec un membre de la commission départementale pour le droit au logement opposable (DALO)

- La ségrégation résidentielle est une caractéristique dominante de Marseille. Les frontières sociales et raciales sont bien délimitées dans la ville, avec des zones de rénovation urbaine au Nord abritant une large population musulmane défavorisée d'un point de vue socio-économique, et des zones résidentielles au Sud accueillant bien moins de musulmans et d'immigrés.
- Soixante-dix pour cent des ménages marseillais (toutes origines confondues) se situent dans une tranche de revenus leur permettant d'obtenir un logement social. La plupart des musulmans du 3e arrondissement se trouvent dans la catégorie des revenus les plus bas de Marseille. Sur la ville entière, on compte 30 000 à 35 000 demandeurs de logements sociaux — huit demandes pour chaque appartement vacant.
- La concurrence en termes de logement social à Marseille s'est intensifiée et aggravée avec l'augmentation du plafond de revenus dans les critères d'éligibilité pour les logements sociaux, qui permet aux demandeurs de la classe moyenne d'entrer sur ce marché. Les entretiens menés nous conduisent à penser que les propriétaires donnent la priorité à ces nouveaux demandeurs, les demandeurs les plus pauvres se voyant attribuer les logements les plus vétustes, voire rien du tout.

CHANGEMENT AU NIVEAU LOCAL

Un Centre ville pour tous, une association fournit une aide juridique aux résidents marseillais dont le revenu est faible et qui sont menacés d'expulsion par des propriétaires peu scrupuleux. Ses actions ont abouti à des procès, des condamnations de propriétaires, des relogements et l'attribution d'indemnités pour les locataires victimes. Les efforts déployés pour améliorer le logement à Marseille ont par ailleurs bénéficié de l'entrée en vigueur d'un droit au logement opposable en 2008. La loi fait du logement ou de l'hébergement un droit garanti par l'Etat, qui peut être reconnu et appliqué par les tribunaux administratifs. Cette loi, si elle est appliquée jusqu'au bout, pourrait améliorer l'équilibre des pouvoirs entre les locataires, les propriétaires et le gouvernement les différends relatifs au logement.

Santé

- Dans l'ensemble, l'enquête de l'Open Society Foundation montre que les répondants musulmans (66 %) et non musulmans (71 %) sont très satisfaits vis à vis des services de santé locaux. Seule une petite minorité indique avoir été victime de discrimination et de préjugés dans des hôpitaux (3 % et 1 % respectivement).
- Les efforts fournis pour établir une aumônerie musulmane dans les hôpitaux publics ont initialement été bien accueillis par les administrations hospitalières. Cependant, les relations entre les aumôniers musulmans et les directeurs d'hôpitaux se sont vite détériorées, certains dirigeants d'hôpitaux percevant la visibilité croissante des musulmans dans les hôpitaux publics comme une intrusion étrangère s'apparentant à l'activisme et au prosélytisme.
- Lorsqu'on les interroge sur les politiques d'alimentation halal appliquées dans les hôpitaux publics de Marseille, les musulmans indiquent que les directeurs d'hôpitaux ne souhaitent pas céder de terrain sur la question de la distribution de repas halal, qui selon eux va à l'encontre du principe français de laïcité. Les membres de la communauté musulmane notent que les hôpitaux disposent d'un système bien établi pour la distribution de repas casher aux patients juifs. De nombreux musulmans en viennent à considérer cette situation comme un déni de droits, et une politique de « deux poids, deux mesures » encouragée par les décideurs du système de santé local.

CHANGEMENT AU NIVEAU LOCAL

L'initiative baptisée « La santé à Saint-Mauront Belle-de-Mai : on s'y met tous! » dans un quartier défavorisé du 3^e arrondissement vise à réduire les inégalités en matière de santé. Ce projet envisage le déploiement de programmes de promotion de la santé et d'information à l'adresse des enfants, de la jeunesse et des familles des quartiers démunis de la ville.

Maintien de l'ordre et sécurité

« J'ai déposé une plainte auprès de la police lorsque l'on m'a volé ma voiture. L'agent de police en charge des plaintes m'a dit : – Mais madame, ce sont vos cousins [des Arabes comme vous] qui ont fait ça !

Il m'a dit ça très calmement, sans plaisanter. Il a mis deux heures avant d'enregistrer ma plainte. Au delà des préjugés de cet agent de police, il y a un fossé plus profond entre l'idée que l'on se fait des contrevenants, souvent supposés être d'origine

étrangère, et le reste de la population française. »

– Entretien avec un universitaire local

- Les musulmans et non-musulmans interrogés partagent les mêmes inquiétudes en matière de sécurité publique, 49 % des deux groupes déclarant ne pas se sentir à l'aise dans certains lieux de leur quartier.
- Une part à peu près identique d'enquêtés musulmans (48 %) et de non-musulmans (56 %) ne sont pas satisfaits de l'application de la loi à Marseille.
- La plupart des musulmans interrogés souhaitent que leurs inquiétudes à l'égard de la délinquance et de la sécurité soient reconnues et expriment généralement leur mécontentement face au manque d'efficacité des forces de police nationales et municipales.
- Un nombre important de répondants issus de l'immigration postcoloniale ont l'impression que la police de Marseille s'améliore, il arrive qu'ils comptent des membres de la police dans leur famille. Intégrer la police n'est plus perçu comme un scandale ou un acte de trahison, mais plutôt comme une réussite professionnelle.

CHANGEMENT AU NIVEAU LOCAL

En 2000, la police nationale a mis à l'essai et développé des formations à Marseille visant à offrir des connaissances de base sur l'islam, l'histoire de l'immigration et la sociologie des quartiers de la ville à ses recrues. Ont pris part à cette formation des sociologues, travailleurs sociaux et éducateurs, ainsi que des officiers de police chevronnés qui ont partagé leur expérience personnelle du terrain.

Participation et citoyenneté

- Au début des années 2000, les partis de gauche comme de droite ont rivalisé pour faire valoir des candidats musulmans sur leur liste électorale. Durant la campagne municipale de 2001, sur 86 candidats d'origine maghrébine, africaine ou comorienne présentés par les différents partis politiques de Marseille, 13 ont été élus au second tour et 4 ont siégé au conseil municipal central.
- Parmi les répondants de l'enquête, l'exclusion du droit de vote (en raison de la loi qui n'autorise pas les résidents étrangers non européens à voter) ainsi que l'abstentionnisme font que le taux de participation des musulmans aux élections est inférieur à celui des non musulmans interrogés : 40 % des répondants musulmans ont voté lors des élections nationales de 2007, contre 76 % des non-musulmans interrogés. Lors des élections régionales, 66 % des musulmans ayant le droit de vote ont voté, contre 84 % des répondants non musulmans. Seuls 34 % des musulmans interrogés ont voté durant les dernières élections municipales, contre 67 % des répondants non-musulmans.
- Les Marseillais musulmans ont tendance à moins participer aux activités de la société civile et aux associations : 31 % participent aux réunions de quartier, contre 44 % de non musulmans ; 32 % signent des pétitions, contre 59 % de non-musulmans.

Médias

« A Marseille, on sent la présence d'une communauté musulmane forte ; elle est au coeur de la ville et visible, contrairement à Paris, où les musulmans sont moins visibles, mis à part dans certains quartiers. Ici à Marseille, à première vue, on peut voir qu'il y a des résidents musulmans dans la ville... On a l'impression que les musulmans tiennent une place centrale,

qu'ils sont visibles. »

– Entretien avec un photographe français

- Contrairement à d'autres villes françaises, la ville de Marseille est fière de son identité multiculturelle fédératrice, qui est louée dans le discours médiatique. Malgré tout, pour certains musulmans, il existe un gros décalage entre les images de multiculturalisme diffusées par les médias et le personnel de rédaction et les équipes de journalistes qui demeurent étonnamment blanches dans une ville célébrée pour sa diversité.
- Les musulmans indiquent dans leurs réponses qu'ils utilisent essentiellement les médias traditionnels pour puiser leurs informations sur la vie locale du 3e arrondissement ou pour suivre les nouvelles marseillaises et nationales. La télévision nationale, la radio commerciale, la presse locale écrite et les sites internet sont leurs principales sources d'informations. On ne note pas de nette différence au niveau des habitudes médiatiques entre les musulmans et non-musulmans de Marseille. Ces constats viennent dissiper l'idée fautive généralement répandue selon laquelle les musulmans de Marseille utilisent de nombreux médias communautaires ou ethniques (stations de radio arabes, chaînes télévisées satellite du Golfe persique ou de leur pays d'origine, quotidiens en langue arabe, etc.).

CHANGEMENT AU NIVEAU LOCAL

Le site internet "Med'in Marseille", lancé en 2007, a permis de changer l'image des résidents de milieux immigrés à Marseille. Le site combat les stéréotypes et place les populations immigrées au cœur de la citoyenneté locale. Accueillant plusieurs milliers de visiteurs par jour, « Med'in Marseille » est progressivement devenu une institution parmi les médias marseillais et est considéré comme un modèle par les dirigeants locaux. Le site est toutefois confronté à des obstacles : il doit en particulier continuer à bénéficier de financements et rester indépendant du point de vue politique.

Principales recommandations

- Les employeurs des secteurs public et privé devraient mettre en oeuvre le principe de laïcité, qui traite toutes les confessions religieuses sur un pied d'égalité et protège efficacement l'exercice du culte religieux, ce en proposant clairement des jours fériés pour les événements islamiques importants tels que l'Aïd. Les Marseillais musulmans adhèrent au principe de laïcité mais sont frustrés par son application incohérente et leur incapacité à négocier le respect du calendrier des événements musulmans avec les écoles et employeurs.
- Le gouvernement français, le ministère de l'Emploi et le conseil municipal de Marseille devraient commanditer des recherches pour évaluer les expériences vécues par les individus issus de milieux immigrés sur le marché du travail. Ces recherches apporteraient la preuve que des politiques doivent être déployées pour combattre le chômage chronique et permettraient de mieux comprendre les obstacles auxquels font face certains groupes et individus.

- Les services de logement de Marseille devraient garantir une distribution équitable des logements sociaux à travers la ville pour combattre la ségrégation ethnique et sociale. Les pauvres et les minorités ethniques sont actuellement concentrés dans les logements sociaux dans le nord de Marseille.
- Le ministère de l'Education devrait évaluer la nature et le type d'enseignement offerts aux élèves des filières professionnelles en vue de leur proposer un choix varié de formations, dont des cours académiques allant au delà des formations professionnelles. Un accent mis exclusivement sur les formations professionnelles peut entraîner une baisse de l'intégration et de la participation dans la société. Les autorités régionales et nationales chargées de l'éducation sont vivement invitées à entreprendre de premières démarches en envisageant des programmes d'études alternatifs susceptibles d'améliorer l'intégration et l'insertion.
- Les représentants de la ville, et le maire de Marseille tout particulièrement, devraient faire appliquer la charte du patient hospitalisé dans tous les hôpitaux de la ville, notamment du point de vue des droits spirituels et religieux des patients. Si les demandes des patients de confession musulmane ne peuvent aller à l'encontre des principes de laïcité dans les hôpitaux, elles doivent être respectées dans le cadre de la loi.
- Le maire et les chefs de la police de Marseille devraient élaborer des stratégies de recrutement pour que les forces de police soient plus à l'image de la diversité culturelle de la ville. L'objectif n'est en rien de créer une force de police ethnique calquée sur la composition ethnique de chaque quartier, mais de déployer un service de police municipale diversifié dans toute la ville.
- Les représentants de la mairie devraient dépasser les lignes partisans et engager des consultations civiques et campagnes de sensibilisation en direction des quartiers riches autant que des quartiers ouvriers, soulignant à quel point il est important de traiter tous les résidents de la ville, indépendamment de leur origine, comme des membres à part entière de la communauté marseillaise. Les Marseillais musulmans devraient également chercher à jouer un rôle plus important dans la vie politique de la ville et ne pas être traités en sujets politiques ou religieux, que peuvent manipuler des dirigeants choisis par des hommes politiques ou des partis.
- L'école de journalisme de Marseille devrait encourager l'embauche de jeunes journalistes qualifiés de différentes origines sociales et ethniques et soutenir une nouvelle génération de travailleurs des médias reflétant la diversité de Marseille.

Pour de plus amples informations

Pour de plus amples informations sur les conclusions et le Projet « At Home in Europe », contactez :
Hélène Irving, Coordinatrice de programme, Projet « At Home in Europe », Open Society Foundations
Travail: +44 (0) 207 031 1700
Mobile: +44 (0) 791 769 5286
Email: helene.irving@osf-eu.org
www.soros.org/initiatives/home

Open Society Foundations

Les Fondations pour une société ouverte oeuvrent pour la construction de démocraties vivantes et tolérantes dont les gouvernements se montrent responsables pour leurs citoyens. Travaillant avec les communautés locales dans plus de 70 pays, les Fondations pour une société ouverte soutiennent la justice et les droits de l'homme, la liberté d'expression et l'accès aux écoles et aux soins publics.

AT HOME IN EUROPE PROJECT

Les Marseillais musulmans conclusions et recommandations